

Le football européen à l'aune de la Guerre Froide, 1947-1991

DIDIER REY

(Università di Corsica Pasquale Paoli)

Vendredi 13 août 1948, Londres, stade de Wembley, finale du tournoi de football des jeux Olympiques : l'équipe de Suède bat celle de la République socialiste fédérative de Yougoslavie par trois buts à un.

Samedi 25 juin 1988, Munich, Stade olympique, finale du Championnat d'Europe des nations, l'équipe des Pays-Bas bat celle de l'URSS par deux buts à zéro.

À l'énoncé des résultats précédents, situés aux deux extrémités de la période, il semblerait bien que, quelle qu'ait été la compétition concernée, amateur ou professionnelle, mondiale ou européenne, les sélections nationales des pays de l'Est n'aient guère connu le succès face à leurs adversaires du « monde libre ». Une lecture des palmarès des différentes coupes d'Europe réservées aux clubs¹ confirmerait l'impression première. Dès lors, si l'on s'en tient aux seuls résultats sportifs, vouloir s'interroger sur les rapports entre la Guerre Froide et le football peut sembler dénué d'intérêt.

Les choix effectués ici, de manière quelque peu provocatrice, ne correspondent, en fait, qu'à une part de la vérité, en occultant même une partie non négligeable. Il faut donc aller plus avant et s'interroger non seulement sur la réalité des terrains, mais également sur celle des coulisses, autrement dit sur les rapports de force, parfois subtils, qu'entretinrent les deux camps avec les organisations internationales chargées d'organiser les compétitions : le Comité international olympique (CIO) dans le cadre des Jeux Olympiques (JO), la Fédération internationale de football-association (FIFA), organisatrice de la Coupe du monde² et, à compter de 1954, de l'Union des associations européennes de football (UEFA³), responsable de

¹ Coupe d'Europe des clubs champions (C1), Coupe d'Europe des vainqueurs de coupes (C2) et Coupe des villes de foires puis de l'UEFA (C3).

² D'une périodicité quadri annuelle, la première se tint en 1930, la compétition fut interrompue à cause du Second Conflit mondial de 1938 à 1950.

³ Pour une approche synthétique de la création de l'UEFA, le 15 juin 1954, on se reportera à Antoine Maumon de Longevialle, *La création de l'UEFA*, disponible sur <http://www.wearefootball.org/PDF/la-creation-de-l-uefa.pdf>

la Coupe d'Europe des nations⁴ et des trois coupes d'Europe réservées aux clubs. Ce fut peut-être autant sur le « tapis vert » que sur les gazons que se joua la partie ; sans oublier « la mise en scène » de certaines équipes et de certains joueurs propres à représenter les « valeurs » du socialisme ou celles du capitalisme. C'est sur ces rapports que nous voudrions nous interroger ici, laissant d'autres aspects de côté du fait du cadre volontairement contraint de cette communication.

Dès lors, cette précision apportée, comment les pays des deux blocs tentèrent-ils d'imposer leur point de vue aux organisations internationales CIO, FIFA et UEFA ? Quelles en furent les conséquences en termes d'organisation des compétitions ? Comment cela se traduisit-il sur les terrains ?

Afin de tenter d'apporter un début de réponse à ces questions, nous nous pencherons tout d'abord sur les batailles diplomatiques que livra notamment l'URSS pour obtenir son affiliation aux organisations internationales ; ensuite, nous verrons que l'intégration des Pays de l'Est n'empêcha pas les conflits en tous genres ; enfin, nous nous intéresserons à « la vérité des terrains », aboutissant à une domination footballistique inégalement partagée ainsi qu'à la « mise en scène » de héros sportifs socialistes.

Avant de poursuivre, ouvrons ici une petite parenthèse et précisons d'entrée deux autres limites à cette courte analyse. La première concerne le cadre géographique que nous limiterons à « l'Europe de l'Atlantique à l'Anatolie⁵ », mais également à ses dépendances coloniales lorsque cela s'avérera pertinent. En effet, le Vieux continent non seulement matérialisait la coupure en deux du monde par le « rideau de fer » mais, de plus, concernant le football, apparaissait comme un terrain idéal de l'affrontement compte tenu de la puissance de ce sport et de sa place de choix dans la hiérarchie mondiale, où seuls quelques pays d'Amérique latine⁶ dictaient leur loi footballistique aux sélections nationales des pays européens. La seconde a trait au football féminin⁷, que nous laisserons de côté compte-tenu de son extrême faiblesse lors de la période concernée qui le place en dehors des enjeux internationaux de la Guerre Froide. Mais non pas en dehors d'enjeux nationaux comme, par exemple, dans les pays communistes où, malgré leur discours émancipateur, les gouvernements freinèrent la pratique du football féminin dès les années

⁴ Également quadri annuelle, la première édition se déroula en France du 6 au 10 juillet 1960 ; la compétition fut renommée Championnat d'Europe des nations en 1968. Les coupes d'Europe réservées aux clubs ayant, pour leur part, une périodicité annuelle.

⁵ Pour reprendre les termes de Paul Diestchy, *Histoire du football*, Paris, Perrin, 2010, p. 359 ; il s'agit de l'ouvrage en langue française qui offre actuellement la meilleure approche de l'histoire de ce sport.

⁶ Il s'agissait, dans les limites chronologiques qui sont les nôtres, de l'Argentine, championne du monde en 1978 et en 1986, du Brésil, champion du monde en 1958, en 1962 et en 1970 ainsi que de l'Uruguay, champion du monde en 1950.

⁷ Concernant le football féminin sur le Vieux continent, on pourra consulter Xavier Breuil, *Histoire du football féminin en Europe*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011, 339 pages.

1970, avec des arguments rappelant les discours réactionnaires de la fin du 19^e siècle :

« Selon Natalya Grayevskaya, le médecin [soviétique] responsable des activités féminines, le ballon rond représente non seulement un danger physique pour les femmes mais comporte également une tendance sociale dangereuse dans la société communiste⁸. »

De plus, les premières compétitions internationales officielles entre sélections ne datent que de 1991, malgré les coups d'essais particuliers des deux Coupes du monde féminines de 1970 et 1971 en marge des instances internationales. Re-fermons la parenthèse.

Batailles diplomatiques

Un héritage conflictuel (1922-1941)

Dans l'entre-deux-guerres, l'URSS refusa toutes participations à des compétitions internationales qualifiées de « bourgeoises » et considérées comme des outils de propagande et d'aliénation aux mains du capital international. Elle essaya donc, fort logiquement, de mettre en place ses propres rendez-vous internationaux par l'intermédiaire de l'Internationale Rouge Sportive (IRS) « qui a œuvré de 1921 à 1937 comme organisation auxiliaire de l'Internationale communiste (IC ou Komintern)⁹ ». Elle tentait en cela de concurrencer – voire de dépasser – les instances internationales qu'étaient la FIFA et le CIO, « c'est à partir de 1925 qu'elle a envisagé d'organiser ses propres "Jeux" internationaux, sous le nom de "Spartakiades"¹⁰ ». Ces manifestations se voulaient également des concurrentes de celles organisées par l'Internationale socialiste, comme on le vit bien, à Berlin, en 1931. Le rapprochement entre les deux structures de gauche permettant la mise sur pied des Olympiades populaires de Barcelone¹¹, prévue à l'été 1936, afin de concurrencer les JO nazis de Berlin, et qui ne put se tenir pour cause de déclenchement de la Guerre Civile la veille de leur ouverture, le 18 juillet.

⁸ *Idem.* p. 257.

⁹ André Gounot, « Les Spartakiades internationales, manifestations sportives et politiques du communisme », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* [En ligne], 88 | 2002, mis en ligne le 01 juillet 2005, consulté le 25 septembre 2016. <http://chrhc.revues.org/1582>

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ On pourra consulter sur la question André Gounot, « L'Olympiade populaire de Barcelone 1936 : entre nationalisme catalan, "esprit olympique" et internationalisme prolétarien », in André Gounot - Denis Jallat - Benoît Caritey (dir.), *Les politiques au stade. Étude comparée des manifestations sportives du XIX^e au XXI^e siècle*, Rennes, PUR, 2007, pp. 125-143.

En revanche, côté strictement football, hormis des tournées de prestige de certains clubs, tel le Dynamo de Moscou, et de l'équipe nationale soviétique en Turquie et en Europe occidentale, aucune réelle alternative ne put être trouvée à la Coupe du monde ; la complaisance de la FIFA avec les régimes autoritaires et fascistes n'étant pas faite pour arranger les choses¹². Cependant, si le CIO se montra totalement fermé sur la question, par anticommunisme viscéral, la FIFA, en revanche, en dépit de l'anticommunisme affiché de ses dirigeants, essaya d'attirer l'URSS dans son giron en faisant preuve d'une surprenante « patience¹³ » à son égard. Outre le danger de voir les membres des classes populaires désertir les clubs « bourgeois » qui fut pris au sérieux, il y avait également, et surtout, l'obstination à vouloir étendre son pouvoir au niveau mondial. Dès lors, la Fédération internationale dû « finasser » et louvoyer entre les écueils. On le vit bien, en 1932 notamment, lors du contentieux qui opposa la Fédération internationale à la Fédération turque de football, cette dernière laissant certains de ses clubs rencontrer leurs homologues soviétiques en violation des règles de la FIFA dont elle était membre. La FIFA s'inclina et les rencontres continuèrent¹⁴.

Nouvelle donne

En 1945, le prestige considérable et la toute-puissance de l'URSS sur la scène internationale ne justifiait plus, de la part de cette dernière, un isolement sportif, d'autant que l'échec et la disparition de l'IRS en avaient montré toutes les limites. Dès lors, Moscou entreprit de sortir de son isolement sportif et, en novembre 1946, l'URSS demanda et obtint son adhésion à la FIFA¹⁵ ; cette dernière voyant là l'aboutissement de ses concessions et de ses efforts depuis plus de 15 ans. En juin 1954, dans un tout autre contexte, fait de première détente après la mort de Staline, l'adhésion de l'URSS à l'UEFA se fit de manière « naturelle » si l'on peut dire, de même que sa participation aux différentes coupes d'Europe réservées aux clubs, créée entre 1955 et 1960¹⁶. En revanche, la même année 1946, lorsque l'URSS déposa officiellement sa demande d'adhésion auprès du CIO, celui-ci tergiversa et fit traîner les négociations en longueur, si bien que rien n'était réglé à l'approche des JO de Londres, devant se tenir du 29 juillet au 14 août 1948. Bientôt, le déclenchement de la Guerre Froide, ainsi que la soviétisation progressive des pays de l'est de l'Europe entre 1945 et 1948, sans oublier la victoire communiste en Chine en 1949, changèrent totalement la donne.

¹² Collectif, *FIFA, un siècle de football 1904-2004*, Paris, FIFA / Le Cherche midi, 2004, p. 275 et suivantes.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *Ibid.*, p. 276.

¹⁵ *Ibid.*, p. 281.

¹⁶ Coupe d'Europe des clubs champions et Coupe d'Europe des villes de foire (puis de l'UEFA) en 1955 et Coupe d'Europe des vainqueurs de coupes en 1960.

Malgré un anticommunisme commun, l'attitude du CIO différait jusque-là de celle de la FIFA, elle devait finalement converger dans un sens favorable aux pays socialistes, pour des raisons assez diverses cependant.

Les événements des années 1947-1950 confirmèrent le CIO dans son opposition ; ainsi, lors de la préparation des JO de Londres, à la question de Lord Burghley, du comité d'organisation, demandant aux membres du CIO : « La Russie et l'Autriche doivent-elles recevoir une invitation ? », la réponse fut sans appel : « seuls seront invités les pays possédant un Comité olympique à l'exclusion des autres¹⁷ » ce qui excluait *de facto* l'URSS qui ne disposait pas d'un Comité national olympique (CNO). Il faut dire que le contexte international, en pleine première crise de Berlin (juin 1948 - mai 1949), ne pouvait que conforter la position du CIO. L'URSS décida alors de réactiver une forme d'olympiade populaire en organisant de nouvelles rencontres de masse à travers les Jeux ouvriers qui, malgré tous les efforts déployés, ne pouvaient concurrencer les JO ; échec d'autant plus garanti que Moscou laissait ses satellites y participer, voulant par là-même démontrer que ces derniers agissaient en toute indépendance ; tout en leur offrant un dérivatif patriotique à l'heure de la terreur stalinienne et de la soviétisation forcée.

Or, très rapidement, le Comité olympique nuança sa position, effectuant une forme de rapprochement avec l'Est. Plus que l'hypothétique menace de résurgence de l'IRS, deux raisons essentielles expliquaient ce changement de perspectives.

La première tenait, paradoxalement, à la trop grande proximité avec les États-Unis et leur allié britannique qui amena le CIO à tenter d'élargir son assise afin de mettre un terme à ce tête-à-tête obsédant. En effet, depuis 1945, les alliés occidentaux exerçaient sur l'instance de Lausanne une très forte pression afin que, à l'heure du procès de Nuremberg, elle procéda, elle aussi à une forme de dénazification, conséquences de son embarrassant héritage et de ses accointances avec les régimes totalitaires, en tout premier lieu nazi. Se réfugiant derrière l'apolitisme sportif, le CIO n'en voulait à aucun prix et ne consentit à sacrifier « à contre-cœur¹⁸ » que quelques rares membres de son comité, maintenant les autres à leur poste et décernant, en 1948, le diplôme du « mérite olympique »... au film *Olympia*, de Leni Riefenstahl – la cinéaste préférée d'Hitler –, sur les JO de Berlin¹⁹ ! Le Comité entreprit de courtiser les pays neutres, et l'attribution des JO d'été de 1952 à la Finlande (Helsinki) et ceux d'hiver à la Norvège (Oslo) était à replacer dans ce contexte. Mais cela ne pouvait suffire, d'où le rapprochement avec l'Est.

¹⁷ Éric Monin, *L'URSS dans l'olympisme*, 2^{ème} partie, « De l'après-guerre jusqu'à la chute de l'Union soviétique (1946-1991) », *Russie Info*, 31 janvier 2014, <http://www.russieinfo.com/>

¹⁸ Patrick Clastres, *Jeux Olympiques. Un siècle de passions*, Paris, Les quatre chemins / Musée national du Sport, 2008, p. 76.

¹⁹ Françoise Hache, *Jeux olympiques. La flamme de l'exploit*, Paris, Découverte Gallimard, 2000, p. 138.

En effet, d'où la seconde raison, malgré le maintien de son ancrage à l'Ouest, le CIO, ne pouvait accepter les nombreuses interventions des gouvernements occidentaux, notamment Anglo-Saxons, dans les affaires sportives qui menaçaient jusqu'à l'existence même des compétitions et, par conséquent, de l'olympisme, comme le rappelait justement, quelques années plus tard, Constantin Andrianov, l'un des deux premiers membres soviétiques élus au Comité olympique :

« À l'époque de la guerre froide, l'OTAN s'efforça de s'approprier le Mouvement Olympique en ayant recours à la discrimination en sport. Les athlètes des pays socialistes n'étaient pas autorisés, pour des raisons politiques, à prendre part aux compétitions organisées dans les pays membres de l'OTAN²⁰. »

Se rapprocher du bloc communiste, revenait à tenter de l'utiliser comme une sorte de contrepoids, de manière à mettre fin l'« impuissance diplomatique²¹ » flagrante du CIO. Dès lors, les choses ne trainèrent pas : 21 avril 1951, l'URSS créait son CNO et fit aussitôt sa demande d'adhésion au CIO qui, lors de sa 45^e session le 7 mai 1951, la reconnaissait comme l'un de ses membres ; les athlètes soviétiques descendirent dans l'arène olympique pour la première fois lors des JO d'Helsinki en 1952. À compter de ce moment, l'URSS n'eut « de cesse de prendre le contrôle du CIO et de sa Commission exécutive²² » de manière à y importer la logique d'affrontement de la Guerre Froide ; en 1952, l'élection à la tête du CIO d'Avery Brundage, anticommuniste viscéral, marquait l'échec de sa tentative. Pour autant, le CIO continua de marquer une certaine défiance vis-à-vis de l'Ouest, publiant, par exemple, le 26 mars 1962, une « Déclaration concernant l'ingérence politique dans le sport²³ » où il renvoyait les deux blocs dos-à-dos ; en revanche, en mai de la même année, un « Mur de visas à Berlin-Ouest²⁴ » reprochait vertement aux Occidentaux leurs attitudes vexatoires vis-à-vis des athlètes de la RDA devant se déplacer à l'Ouest pour les compétitions :

« Le sport international était entravé par la politique [...]. Il nous paraît nécessaire de mettre les choses au point tant il a été dit de choses sur cette

²⁰ LA84 Foundation, Constantin Andrianov, « 25 ans au service du mouvement olympique » in *La Revue olympique*, n°119, septembre 1977, p. 547 ; le second délégué soviétique était Alexjev Romanov, coopté en 1952.

²¹ Patrick Clastres, *Jeux Olympiques, op.cit.*, p. 75.

²² *Ibid.*, p. 84.

²³ LA84 Foundation, Avery Brundage, « Déclaration du Comité International Olympique concernant l'ingérence politique dans le sport, adressée à la presse mondiale », in *La Revue olympique*, n°79, août 1962, p. 8.

²⁴ LA84 Foundation, « Mur de visas à Berlin-Ouest », in *La Revue olympique*, n°78, mai 1962, pp. 23-26.

malheureuse affaire politico-sportive. Donc, les passeports des citoyens de l'Allemagne de l'Est n'étant pas reconnus par les pays membres de l'OTAN, ceux-ci, désirant se rendre dans un de ces pays, doivent demander un sauf-conduit de voyage (ou titre de voyage) au "Allied Travel Office" (Office inter-allié de voyage) de Berlin-Ouest, composé de représentants de la France, de la Grande-Bretagne et des États-Unis. »

Pour mesurer toute de la portée symbolique du titre de cet article, on se souviendra que le Mur de Berlin venait à peine d'être édifié par les autorités de la RDA (12-13 août 1961). Le CIO mettait donc ici les Alliés occidentaux sur le même pied que le gouvernement de Berlin-Est et, au-delà, que les Soviétiques, dans les ententes apportées à la libre circulation des personnes ce qui était, pour le moins, osé.

Conflits en tous genres

« L'Allemagne : combien de pays ? »

L'insertion de l'URSS et des pays satellites à la FIFA, l'UEFA et le CIO, permettait donc désormais une participation des équipes nationales et des clubs aux grandes compétitions européennes et mondiales. Pour autant, les conflits perdurèrent, notamment au sein du CIO, devenu en quelque sorte l'otage de sa politique de bascule.

Le cas de la République démocratique allemande (RDA) demeurait emblématique. Prenant prétexte de la reconnaissance d'un seul CNO par pays, le CIO reconnut celui de République fédérale d'Allemagne (RFA) en mai 1950, soit quelques mois après sa fondation, à Bonn le 24 septembre 1949, fondation intimement liée à la création de la RFA²⁵. Celui de la RDA ne vit le jour que le 22 avril 1951, ce qui permit de le tenir éloigné du Comité olympique jusqu'en 1955, date à laquelle il bénéficia d'une reconnaissance partielle, puis totale dix ans plus tard. En 1952, l'Allemagne fit donc son retour sur la scène sportive internationale²⁶, à l'occasion des JO d'hiver d'Oslo, dans sa seule version occidentale²⁷. Le CIO réussit néan-

²⁵ « La fondation de ce comité en 1949 ne fut pas un acte isolé. Il entra dans le cadre de la "Fête fédérale de la jeunesse et du sport allemand" qui se déroula à Bonn [...] à l'occasion de la fondation de la République Fédérale d'Allemagne ». Siegfried Gehrmann, « Le sport comme moyen de réhabilitation nationale au début de la République Fédérale d'Allemagne », in Pierre Arnaud - Alfred Wahl, *Sports et relations internationales*, Metz, Centre de recherche Histoire et civilisation de l'Université de Metz, 1994, p. 232.

²⁶ En effet, les athlètes allemands avaient été interdits de participations tant aux JO de Londres, en 1948, qu'à la Coupe du Monde au Brésil, en 1950.

²⁷ Ce retour dans le « concert des nations » fut parachevé à Helsinki, lors des JO d'été et, surtout, le 4 juillet 1954 avec *Das Wunder von Bern* (« le Miracle de Berne ») lorsque l'équipe

moins à faire accepter par les dirigeants Ouest-Allemands la constitution d'équipe commune aux JO de 1956 à 1964, ce qui allait, d'une certaine manière, à l'encontre de la doctrine Hallstein²⁸ (1955) ; en effet, si pour le football, cela ne concerna que les deux dernières olympiades, on ne peut s'empêcher de remarquer que l'équipe unifiée qui obtint la médaille de bronze en 1964, n'était autre que celle de RDA. Néanmoins, le CIO pouvait alors se targuer, en dépit des tensions internationales, de réussir là où la diplomatie échouait. Cependant, l'illusion d'une réunification – même sportive – fut de courte durée et s'envola définitivement en 1972, lorsque les deux États envoyèrent chacun leur équipe ; l'année suivante, le 18 septembre 1973, la RFA et la RDA entraient à l'ONU.

En revanche, fidèle à la même logique qui avait prévalu avec l'URSS dans l'entre-deux-guerres, à savoir l'extension coûte que coûte de sa puissance, la FIFA admit la RDA en son sein le 24 juillet 1952, soit deux ans après la RFA. Dès lors, les deux Allemagnes participèrent chacune de leur côté aux compétitions internationales. Les deux pays ne se rencontrèrent qu'une seule fois et, de manière symbolique, le 22 juin 1974, à Hambourg, lors de la coupe du monde, la RDA s'imposa par un but à zéro. Tout avait été fait pour qu'aucune fraternisation n'ait lieu, pas même l'échange de maillot qui se fit dans les vestiaires, loin de toutes caméras.

Mais la FIFA avait fait encore mieux en accueillant la « troisième Allemagne », autrement dit la Sarre comme membre à part entière le 22 juin 1950²⁹, si bien que, entre 1952 et 1956, trois entités allemandes différentes siégèrent en même temps à Zurich : la RFA, la RDA et la Sarre. En effet, depuis l'intégration de la Sarre dans la zone franc, en 1947, « les autorités françaises lancent un nouveau mot d'ordre : "Éloignons le football sarrois du football allemand"³⁰ ». L'année suivante, *Le Monde* constatait satisfait que « le sport sarrois est devenu indépendant du sport allemand³¹ » avec la création d'une Fédération sarroise de football dépendante de la Fédération française (FFF). Mais, à cause d'une opposition – pour des raisons diverses mais finalement convergentes – tant des clubs français que sarrois, l'ob-

de football de RFA fut sacrée championne du monde en battant le « onze d'or » hongrois ; symboliquement, les dernières scènes du film de Rainer Fassbinder *Die Ehe der Maria Braun* (« Le Mariage de Maria Braun ») se déroulent, avec en fond sonore radiodiffusé, les dernières minutes de la rencontre RFA-Hongrie.

²⁸ Rappelons que la Doctrine Hallstein impliquait, de la part de la RFA, la rupture de toutes les relations diplomatiques avec les États qui reconnaîtraient la RDA. Elle devait son nom à son promoteur, Walter Hallstein, alors secrétaire d'État ouest-allemand aux affaires étrangères du chancelier Konrad Adenauer.

²⁹ Sur le cas de la Sarre, on pourra se reporter notamment à Pierre Lanfranchi, « Le football sarrois de 1947 à 1952. Un contrepied aux actions diplomatiques » in *Le football, sport du siècle*, Vingtième siècle, revue d'histoire, n°26, 1990, pp. 59-65.

³⁰ *Ibid.*, p. 60.

³¹ *Le Monde* du 9 mai 1948, cité par Lanfranchi.

jectif final, l'intégration sportive de la Sarre ne fut pas atteint³² ; à compter de 1951, les clubs sarrois disputèrent les rencontres du championnat ouest-allemand. Le champ sportif conserva ici une autonomie suffisante pour mettre en échec les manœuvres politiques et diplomatiques. À défaut d'intégration et pour continuer de garder, un tant soit peu, la Sarre éloignée de l'Allemagne occidentale, la France demanda et obtint l'adhésion sarroise à la FIFA qui eut lieu au Congrès de Rio, le même jour que celle de la RFA³³. Le nouveau membre participa donc aux éliminatoires de la Coupe du monde 1954 où il fut éliminé par... la RFA ! L'UEFA accueille également les Sarrois, dont le club du FC Sarrebruck disputa la première édition de la C1 en 1955-1956 ; l'année suivante, la Sarre était exclue de la FIFA et de l'UEFA en vertu de sa réintégration politique dans l'Allemagne occidentale.

Par contre, la FIFA se vit confrontée à d'autres problèmes ayant trait à l'épineuse question de la nationalité, tant en Europe à cause de la Guerre Froide qu'en Afrique du fait de la décolonisation. Les hésitations et les divergences d'appréciations indiquaient clairement que, au sein de la FIFA et jusqu'à nos jours, les réponses apportées à ces questions n'étaient pas simples et dépendaient en grande partie des rapports de force politiques au niveau international.

Le cas de Laslo Kubala, tour à tour international tchécoslovaque (1946-1947), hongrois (1948) et espagnol (1953-1961), annonçait les problèmes épineux que la FIFA devrait bientôt avoir à résoudre avec les pays de l'Est, confrontés à la fuite de leurs citoyens afin d'échapper au régime communiste et à une intervention militaire soviétique comme cela sera le cas pour la Hongrie en 1956. Kubala quitta la Hongrie clandestinement, en 1949, l'année de la proclamation de la République populaire. Réfugié en Italie, il passa en Espagne quelque temps plus tard et rejoignit les rangs du FC Barcelone, tout en étant naturalisé espagnol. Mais la fédération hongroise porta plainte contre lui auprès de la FIFA ; celle-ci se rangea aux arguments des Hongrois et suspendit Kubala. La fédération espagnole fit aussitôt savoir qu'elle le considérait comme un réfugié politique. À la suite d'une réclamation de Francisco Franco, une solution fut trouvée : la Hongrie ayant aboli le football professionnel, Kubala était donc assimilé *amateur*, auquel cas la suspension ne pouvait excéder 12 mois. Passé ce temps, il put alors défendre les couleurs de son nouveau club et de son nouveau pays. Il devint l'un des premiers symboles, largement instrumentalisés, des victimes de la « barbarie rouge » et joua son propre rôle dans le film d'Arturo Ruiz-Castillo, sorti en 1954, *Los ases buscan la paz*.

Concernant l'Algérie, comment ne pas évoquer à ce propos, quelques années plus tard, entre les mois d'avril 1958 et juillet 1962, l'attitude de la FIFA vis-à-vis

³² Qu'il convient de replacer dans la volonté française « d'européaniser » le territoire à compter de 1950, faute de pouvoir l'intégrer définitivement ; pour une première approche de la question, on se reportera à Jean-Baptiste Duroselle et André Kaspi, *Histoire des relations internationales de 1945 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2004, notamment les pp. 74-76 et 184-186.

³³ Lanfranchi, « Le football sarrois », *op.cit.*, p. 64.

des succès sportifs, des *Dribbleurs de l'Indépendance* algériens, pour reprendre le titre de l'ouvrage de Michel Nait-Challal³⁴. Les pressions françaises furent si fortes que la Fédération mondiale menaça d'exclusion toute sélection officielle qui en découdrait avec les Algériens sur un terrain de jeu ; mesure strictement appliquée jusqu'en 1962 et dont firent les frais la Tunisie et la Libye, suspendues provisoirement, dissuadant efficacement les autres pays à l'image de l'Égypte « trop soucieuse d'éviter les foudres de la FIFA et de préserver sa position dans le football international ». Il en alla pratiquement de même avec la Confédération africaine de football qui refusa de reconnaître le « onze du FLN » comme représentant légitime de l'Algérie.

Dans tous les cas, fidèle à sa politique depuis l'entre-deux-guerres, la FIFA prenait donc le parti du plus fort, quitte à accueillir ensuite en son sein les ex-révoltés et autres bannis.

Boycotts et autres soucis

Les autres conflits se manifestèrent essentiellement sous la forme des boycotts et, de ce point de vue, le CIO fut beaucoup plus pénalisé que l'UEFA et la FIFA. Ainsi, par exemple, aucun mouvement de boycott ne réussit contre les différentes éditions de la Coupe du monde. Certes, il y eut quelques boycotts ponctuels lors des éliminatoires, le plus célèbre demeurant celui du 21 novembre 1973, où l'équipe d'URSS refusa de rencontrer le Chili, dans le stade sanglant de Santiago, un mois après le coup d'État de Pinochet du 11 septembre 1973 ; le 26 septembre précédent, le match aller s'était soldé à Moscou par un match nul et vierge. Les membres de la FIFA qui visitèrent le stade de Santiago quelques jours avant la rencontre, ne trouvèrent rien à redire dans cette enceinte qui, peu auparavant, servait encore de centre de torture et de lieu d'assassinats. La Fédération internationale faisant preuve de la même complaisance que celle dont elle avait témoigné, en son temps, envers les régimes totalitaires. Quant au championnat d'Europe des nations, rien ne vint jamais le perturber sérieusement³⁵ ; il en fut de même dans les différentes coupes d'Europe réservées aux clubs, si l'on excepte l'éphémère « crise

³⁴ Michel Nait-Challal, *Dribbleurs de l'Indépendance*, Paris, Éditions Prolongations, 2008, 241 pages. On pourra également consulter sur l'équipe du FLN Stanislas Frenkiel, « Les footballeurs du FLN : des patriotes entre deux rives », *Migrations et Société* n°110, 2007, pp. 121-139 et, du même, dans une perspective élargie, « Les migrations des footballeurs professionnels algériens pendant la guerre d'Algérie (1954-1962) » in Luc Robène (dir.), *Le sport et la guerre XIX^e-XX^e siècles*, Rennes, PUR, 2012, pp. 237-245.

³⁵ Si l'on excepte, en 1960, le refus de l'Espagne franquiste d'affronter l'URSS lors des qualifications de la première édition. Mais, quatre ans plus tard, à Madrid, en finale de l'épreuve, l'équipe espagnole battait celle de l'URSS, le régime clama alors haut et fort « la supériorité » de son modèle politique sur le communisme.

des tirages au sort » en C1 lors de la saison 1968-1969 suite à la répression du Printemps de Prague par les troupes du Pacte de Varsovie³⁶.

En revanche, le JO allait subir des boycotts beaucoup plus importants, voire massifs. En 1956, afin de protester contre l'écrasement de la révolution hongroise par les chars soviétiques, l'Espagne, La Suisse et les Pays-Bas refusèrent de participer aux JO. La même année, la Crise de Suez fut à l'origine du boycott de la part de l'Égypte, de l'Irak et du Liban qui protestaient ainsi contre la présence des athlètes israéliens ; enfin, la République populaire de Chine quitta Melbourne parce que le drapeau de la République de Chine (Formose/Taiwan) avait été hissé. Pour le tournoi de football, cela n'eut guère d'importance du fait de la faiblesse des deux équipes qualifiées (Égypte, Chine) qui s'étaient retirées.

Les boycotts des JO de 1980 et 1984 furent pensés et soigneusement mis en application. Comme l'indiquait Patrick Clastres et ainsi que le confirment les archives de la CIA³⁷. Dès 1978, le gouvernement des États-Unis avait décidé de ne pas envoyer ses athlètes à Moscou, tout en prenant appui sur les accords d'Helsinki (1975) afin de forcer l'URSS à respecter ses engagements en matière des Droits de l'Homme³⁸ ; en 1979, l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée soviétique tombant à point nommé pour offrir une justification supplémentaire au boycott. Une cinquantaine de pays emboîtèrent le pas aux États-Unis mais certains de leurs alliés, tel la Nouvelle-Zélande ou la France, se rendirent en URSS. Quatre ans plus tard, Moscou fit de même au prétexte que les États-Unis ne respectaient pas les droits de la communauté noire. En fait, comme le rappelait Patrick Clastres, citant les travaux de l'historien Jérôme Gygas³⁹, les Soviétiques comptaient bien se rendre à Los Angeles afin de démontrer, sur les stades, la supériorité de leur système. Mais, les « faucons » de l'entourage du Président Reagan réussirent, par l'intermédiaire de fondations privées, à créer un véritable climat de psychose antisoviétique qui obligea Moscou à renoncer. Tous les autres pays socialistes s'alignèrent sur la position du Kremlin, à l'exception de la Yougoslavie, bien sûr, mais également de la Roumanie de Ceausescu, alors en rupture de ban – relative – avec Moscou.

Justement, les fissures et contestations à l'intérieur de chaque bloc eurent également des conséquences footballistiques. Ainsi, en juillet 1948, un mois après son exclusion du Kominform, la Yougoslavie de Tito participa aux JO de Londres – aucune équipe des autres pays ex-frères n'étant présente, la Pologne et la Hongrie ayant déclaré forfait, probablement pour ne pas avoir à affronter les « hitléro-titistes » –, décrochant une médaille d'argent en football, sous les yeux des premiers téléspectateurs des JO, ce qui n'était pas une mauvaise chose pour la propa-

³⁶ On pourra consulter sur la question Antoine Maumon de Longevialle, *La construction de l'Europe du football*, mémoire de l'IEP de Strasbourg, 2009, pp. 68-72.

³⁷ Clastres, *Jeux Olympiques*, *op.cit.*, p. 92.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ *Ibid.*, pp. 94-95.

gande du régime. Ceci dit, le rapport officiel du CIO n'en indiquait pas moins que *Yugoslavia presented a slower version of the Moscow Dynamo's slick game*⁴⁰, démontrant que la rupture avec le football soviétique n'était pas encore consommée. Trente ans plus tard, la France n'hésita pas à envoyer ses footballeurs aux JO de Moscou en 1980 ; en 1984, à Los Angeles, du fait de l'absence des équipes de l'Est, les Français décrochèrent un titre olympique, le premier d'un pays capitaliste depuis 1948. La Yougoslavie socialiste laissa également partir ses footballeurs pour disputer les JO de Los Angeles, dont ils ramenèrent une médaille de bronze.

« *La vérité des terrains* », une domination inégalement partagée

Victoires olympiques à l'Est, titres mondiaux et européens à l'Ouest

Lors des onze éditions des JO (1948-1988), auxquelles participèrent les Pays de l'Est européen, les résultats en football confinèrent à un quasi-monopole des titres et des médailles à partir de 1952. Sur un total de 31 médailles⁴¹, dont 28 possibles du fait du boycott des JO de Los Angeles en 1984, 23 revinrent aux pays socialistes avec des triplés réalisés en 1956, 1972, 1976, 1980. Six furent sacrés : la Hongrie, avec trois titres (1952, 1964, 1968) devançant l'URSS (1956, 1988) alors que la Yougoslavie accumulait les finales perdues (1948, 1952, 1956) pour un seul titre remporté (1960) ; la Pologne (1972), la RDA (1976) et la Tchécoslovaquie (1980) complétant le palmarès. Seule la Bulgarie ne fut pas sacrée bien que médaillée (bronze en 1956, argent en 1968), quant à la Roumanie et à l'Albanie - cette dernière ne fut présente qu'en 1972 et sans équipe de football - elles ne décrochèrent jamais aucune médaille.

Il en allait tout autrement en Coupe du monde⁴² où aucun pays socialiste n'obtint le sacre suprême, seule la Hongrie (1954) et la Tchécoslovaquie (1962) s'en approchèrent au plus près. Dans le même temps, la RFA obtenait une triple couronne (1954, 1974, 1990) et l'Angleterre et l'Italie une chacune (1966 et 1982).

La disproportion apparaissait moindre dans le Championnat d'Europe des nations où, sur 8 éditions, les pays socialistes figurèrent 6 fois en finale, mais surtout grâce à l'Union soviétique. La première édition fut même totalement monopolisée par l'Est, puisque l'URSS et la Yougoslavie se disputèrent le titre. L'URSS fut sacrée en 1960 et disputa 3 autres finales malheureuses (1964, 1972, 1988), la Tchéco-

⁴⁰ LA84 Foundation, *The official report of the organising committee for the XIV olympiad*, Londres, 1948, p. 382.

⁴¹ Il y eut deux médailles de bronze en 1972 aux JO de Munich.

⁴² Pour une approche détaillée des bilans sportifs de la période on se reportera à Eugène Saccomano (dir.), *Larousse du Football*, Paris, Larousse, 1998, 480 pages.

slovaquie obtint le titre en 1976 et la Yougoslavie perdit 2 finales (1960, 1968). Dans le même temps, à l'Ouest, l'Espagne (1964), l'Italie (1968), la RFA (1972, 1980), la France (1984) et les Pays-Bas (1988) connaissaient la consécration suprême.

En revanche, dans les trois coupes d'Europe réservées aux clubs, la domination occidentale s'avérait écrasante : en 101 finales disputées⁴³, toutes éditions confondues, les pays socialistes ne participèrent qu'à 21 d'entre elles, n'obtenant que 8 titres. Deux seulement en C1, la plus prestigieuse de toutes, avec le Steaua Bucarest en 1986 et l'Étoile rouge de Belgrade en 1991, alors que les mêmes Roumains perdaient une autre finale (1989), ce qui était déjà arrivé au Partizan Belgrade en 1966. Le reste des victoires étant acquit dans la compétition la moins relevée, la C2, avec Bratislava (1969), Magdebourg (1974), Kiev (1975) et Tbilissi (1981) ; ce fut également dans la C2 que le bloc communiste plaça l'essentiel de ses finalistes (7). Enfin, en C3, les Hongrois de Ferencváros, vainqueurs à Turin, en 1965, face à la Juventus, furent les premiers joueurs d'une équipe d'un pays socialiste à décrocher un titre, imité en 1967 par le Dynamo Zagreb ; les équipes de l'Est perdant 5 autres finales.

Cette dichotomie s'expliquait par les modalités des compétitions respectives : les JO, réservés aux athlètes amateurs, les Coupes du monde et d'Europe, ouvertes aux professionnels. Compte-tenu de la particularité du système socialiste sportif, et de son faux amateurisme, les JO se révélèrent le terrain favori des footballeurs venus de l'Est ; l'interdiction d'envoyer des athlètes professionnels pénalisant grandement les pays de l'Ouest qui ne purent participer qu'avec des joueurs de seconde zone ou en devenir. Le maintien pendant quelques années de sélections amateurs d'un certain niveau dans les pays scandinaves – Danemark et Suède – put entretenir l'illusion, mais celle-ci fut de très courte durée : rapidement, la domination des équipes de l'Est confina au monopole.

En revanche, lors des compétitions mettant aux prises des clubs et des sélections nationales sans restriction de professionnalisme, la domination des Occidentaux apparaissait comme écrasante, ne souffrant guère de contestations même si, en Coupe d'Europe des nations, l'URSS ne démérita pas. Dans les compétitions entre clubs⁴⁴, le modèle économique capitaliste démontrait sa supériorité avec,

⁴³ En effet, il est à noter que les deux premières éditions de la C3 se déroulèrent sur trois ans (1955-1958) et deux saisons (1959-1960), de plus, à l'exception de l'édition 1964-1965, la finale se jouait en matches aller et retour ; la première édition de la C2 se déroula selon le même procédé. Nous comptabilisons ici les matches « aller et retour » comme une seule finale.

⁴⁴ Créées, rappelons-le, à l'initiative des organes de presse français *L'Équipe* et *France football* qui, entérinant la coupure en deux du Vieux continent, y virent, notamment, le moyen d'attirer les équipes de l'Est, alors renommées, offrant ainsi aux foules occidentales un spectacle inédit. Ce désir rencontrait celui des clubs de l'Est souhaitant sortir d'un enfermement sportif, à terme, préjudiciable, mais également celui des dirigeants – et pas seulement sportifs – des dictatures franquistes et salazaristes désireuses de redorer leur blason sur la scène internationale. Non sans succès dans ce dernier cas, puisque, de 1956 à 1962, les titres en C1

notamment, la libre circulation des joueurs d'un pays à l'autre – malgré certaines restrictions –, mais également d'un continent à l'autre, et l'on songera ici aux apports sud-américains avec Di Stefano au Real de Madrid, et africains avec Eusebio au Benfica de Lisbonne. Dès lors, il ne semble pas exagéré de dire que le football apparaissait comme une métaphore de la Guerre Froide, matérialisant la coupure en deux du monde : chaque camp disposait de son espace de domination – JO pour l'Est, coupes d'Europe réservées aux clubs pour l'Ouest – qui n'excluait pas des zones disputées où chaque camp essayait de s'imposer (coupes du monde et d'Europe des nations). L'on pourrait également ajouter que, d'une certaine manière, l'affrontement Est-Ouest se déroula presque par procuration. En effet, compte-tenu de l'extrême faiblesse du football aux États-Unis, les deux sélections tutélaires de chaque camp n'avaient pratiquement aucune chance de se rencontrer, ni en Coupe du monde, ni aux Jeux olympiques à la différence de ce qui se passait dans les autres disciplines, tel l'athlétisme.

Pour autant, il exista bien des situations permettant d'affirmer la supériorité d'un modèle sur l'autre, et c'est sur deux études de cas que nous voudrions terminer ce rapide exposé.

« Le football à visage humain »

Les années 1952-1960 furent, on l'a vu, globalement très bonnes pour le football de l'Est, plus que jamais l'un des « fers de lance contre la forteresse bourgeoise⁴⁵ », mais également accréditant l'idée de la supériorité de son modèle, fondé sur les « vertus du socialisme » version sportive, permettant de donner des régimes communistes une vision attachante et positive dont usèrent et abusèrent les pouvoirs politiques.

On songera au Dynamo de Moscou et à son gardien de but, Lev Yachine⁴⁶, « l'araignée noire », seul joueur de son poste à obtenir le ballon d'or (1964), récompense éminemment occidentale, puisque créée par le journal *France football* en 1956, mais symbole par excellence du football socialiste pour celui qui fut apprenti mécanicien à 14 ans. Son talent était tout entier au service de l'équipe nationale et de la propagande soviétique, soit face à l'ancien « déviationniste » yougoslave lors de la victoire aux JO de 1956 et à celle du Championnat d'Europe des nations quatre ans plus tard, mais également contre l'Angleterre en 1/4 de finale de la Coupe du monde

furent monopolisés par le Real de Madrid (1956 à 1960) et par le Benfica de Lisbonne (1961 et 1962).

⁴⁵ Pour reprendre les termes de James Riordan, *Sport in Soviet society. Development of Sport and Physical Education in Russia and the USSR*, Cambridge University Press, 1977, p. 366.

⁴⁶ Pour une approche synthétique du personnage et de son rôle, on pourra consulter Stéphane Mourlane, « Le football soviétique à visage humain : Lev Yachine » in Paul Dietschy – Yvan Gastaut – Stéphane Mourlane (dir.), *Histoire politique des coupes du monde de football*, Paris, Vuibert, 2006, pp. 133-144.

1966 disputée sur les bords de la Tamise. Yachine fut le visage souriant de l'URSS à l'Ouest, notamment à l'heure de la déstalinisation et de la bonhomie apparente de Khrouchtchev.

Voyons plus en détail la Hongrie de Mátyás Rákosi qui offrait d'elle le visage rassurant et séduisant de la Honvéd de Ferenc Puskás⁴⁷, chantre du football du « socialisme réel », invaincue en tournée sur le continent européen pendant deux ans, étourdissant les malheureux Anglais à Wembley par un 6-3 mémorable. Comment ne pas y voir une métaphore des qualités du socialisme, dépassant le maître anglais, l'initiateur certes du football, mais aussi de la Révolution industrielle et de la modernité. La victoire hongroise annonçait les temps nouveaux, ceux de la modernité socialiste capable de tirer le meilleur des hommes et de révolutionner les systèmes de jeux comme elle révolutionnait les systèmes socio-économiques. Bref, comme l'écrivait, en France, un magazine du Parti communiste, une parabole des vices des « démocraties formelles », incapables d'innovation, simplement capables de reproduire un schéma conservateur, opposées aux « démocraties réelles », dynamiques, inventives composées d'hommes parfaitement épanouis, traçant le sillon radieux de l'avenir communiste⁴⁸.

Puskás, dans son livre *Capitaine de la Hongrie. Une autobiographie*⁴⁹ paru à Budapest en 1954 – dont une première mouture parut à l'Ouest lors de la coupe du monde 1954 dans *Le Miroir des sports* notamment⁵⁰ – et soigneusement contrôlée, renvoyait l'image parfaite du joueur socialiste : naissance dans le quartier populaire de Kispest à Budapest⁵¹, école de la solidarité populaire et du football de rue, peur et panique lorsqu'il fut contacté par un club italien lui proposant un salaire de 30 000 £ annuel, qu'il refusa, mais joie débordante lorsque Ferencváros lui proposa de participer à une tournée du club en Europe et au Mexique. Héros socialiste, certes, mais à « visage humain » si l'on nous permet l'expression puisque, face à une nouvelle offre de 50 000 £, provenant d'un club anglais cette fois, Puskás opposa un nouveau refus : « Mais quelle joie y aurait-il dans ces choses-là, dans un pays étranger où je ne devrais avoir aucun ami, aucun parent, pas de fiancée ? L'argent serait futile. Non, je ne pouvais pas accepter l'offre⁵² », puis hésitât de nouveau avant de renoncer pour les beaux yeux d'Elisabeth !⁵³ Il est vrai que, pour être idéologiquement efficace, le personnage héroïsé doit pouvoir offrir de vraies

⁴⁷ On pourra notamment consulter avec profit Paul Dietschy, « Ferenc Puskás ou le major rouge qui a choisi la liberté » in Dietschy – Gastaut – Mourlane (dir.), *Histoire politique des coupes du monde, op.cit.*, pp. 111-131.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 122.

⁴⁹ Ferenc Puskás, *Captain of Hungary. An autobiography*, Chalford, Stadia, 2007 [1955], 191 pages.

⁵⁰ Dietschy, « Ferenc Puskás », *op.cit.*, p. 117.

⁵¹ Puskás, *Captain of Hungary... op.cit.*, p. 16 et suivantes.

⁵² *Ibid.*, p. 77.

⁵³ *Ibid.*, p. 80.

possibilités d'identification à tout un chacun, avoir une image familière, presque affectueuse, mais aussi quelques faiblesses passagères rapidement surmontées.

Néanmoins le « major galopant », à l'image de l'Homme nouveau socialiste, se voulait également homme de culture, lecteur, entre autres, de Gorki, de Hugo, de Mikszáth ou de Shakespeare⁵⁴, bref, comme l'écrivait Paul Dietschy :

« dépassant les plaisirs vulgaires des films américains et les ambitions petites-bourgeoises des footballeurs français de posséder à la fin de leur carrière un bar-tabac ou un magasin d'articles sportifs, Puskás incarnait, lui l'athlète, le footballeur aux pieds d'or, les aspirations les plus élevées de la culture !⁵⁵ »

Puskás ne manquait pas de faire l'apologie du football socialiste et de la révolution tactique, dans un chapitre entier intitulé « Nouveau système de jeu hongrois⁵⁶ », dans lequel il détaillait le nouveau schéma tactique mis au point par Gusztáv Sebes. Son premier apport fut de mettre en place un nouveau placement sur le terrain en adoptant un schéma tactique en 4-2-4. Ainsi pour le gardien de but :

« Le rôle du gardien n'est pas seulement de garder ses buts, mais ses fonctions ont été élargies, et sont bien connus de tous, pour inclure une partie de la direction de la défense. Grâce à sa position, il peut voir une vision d'ensemble du positionnement sur le terrain. »

Et, de ce fait participer à une relance rapide permettant de développer une contre-attaque. Reste que l'ouvrage – comme le régime communiste – passait sous silence les acquis du football hongrois, héritiers des virtuoses et entraîneurs danubiens de l'entre-deux-guerres, avidement recherchés par tous les clubs du Vieux Continent, à l'image de Jenő et Konrád Kálmán, passés du MTK Budapest à l'Amateur Vienna en 1919, de Kálmán Székány, premier entraîneur professionnel du Stade Rennais en 1932, ou encore de Ferenc Hirzer, transféré du Makkabi Budapest à la Juventus de Turin, champion d'Italie en 1925 sous la houlette de son compatriote, l'entraîneur Jenő Károly ; c'était oublier également l'équipe de 1938, vice-championne du monde, ne s'inclinant que devant la *Squadra Azzura* de Vittorio Pozzo⁵⁷. Mais, de ce passé capitaliste, il convenait de faire table rase.

En 1956, deux ans après la sortie de son ouvrage, la Hongrie basculait dans la Révolution. Puskás en déplacement à l'étranger avec la Honvéd, après s'être assuré

⁵⁴ Tous écrivains déclarés « progressistes » par les communistes et dont la lecture était même « recommandée »... Notons que Kálmán Mikszáth (1847-1910) résidait à Szeged lors de la grande inondation de 1879 dont il tira des œuvres qui connurent un réel succès.

⁵⁵ Dietschy, « Ferenc Puskás », *op.cit.*, p. 121.

⁵⁶ Puskás, *Captain of Hungary... op.cit.*, pp. 63-74.

⁵⁷ L'Italie fut championne du monde en 1934 et en 1938 et championne olympique en 1936 sous la direction de Vittorio Pozzo.

que sa famille était à l'abri, resta à l'Ouest. Il s'associa notamment à un aggiornamento de ses mémoires paru dans *France football*, où il revenait sur la réalité du système communiste afin de le dénoncer. Il passa au Real de Madrid et se fit alors le chantre du *fútbol* et du *Generalísimo* Francisco Franco, « comme Kubala, il plaça son anticommunisme au service du régime, en appelant à voter en faveur du référendum de 1966 portant sur la Loi organique espagnole⁵⁸ ».

La Guerre froide avait imprimé sa marque sur le football européen et sur les instances internationales, mêmes si ces dernières surent, en certaines circonstances, faire le dos rond et laisser passer l'orage, effectuant parfois des rapprochements inattendus avec l'URSS et ses alliés ; et, en fin de compte, imposant leur logique planétaire et européenne. En effet, hormis les JO, les compétitions furent finalement peu concernées par l'affrontement des blocs, mieux encore, les Pays de l'Est s'insérèrent sans difficultés dans des compétitions d'origine clairement mercantile (les différentes coupes d'Europe des clubs) et, tout compte fait, s'y diluèrent. Quant aux devenir des héros sportifs, le cas de Ferenc Puskás, tour à tour héros socialiste, chantre du franquisme et – ultime paradoxe ? – symbole de la liberté de la Hongrie de 1989 comme de 2017⁵⁹, il indiquait combien l'instrumentalisation des footballeurs s'avérait fugace et pouvait prendre des chemins inattendus et divers.

⁵⁸ Dietschy, *Histoire du football, op.cit.*, p. 370. Le référendum fut un succès écrasant pour le régime qui obtint 95 % de votes favorables, « Sur le moment, la Loi organique apparut comme garant de la continuité du franquisme : selon une opinion répandue, l'Espagne passerait alors à "une dictature de notables". C'est le contraire qui s'est produit », Jacques Maurice – Carlos Serrano, *L'Espagne au XX^e siècle*, Paris, Hachette Supérieur, 1996, p. 49.

⁵⁹ Depuis la fin du régime communiste, la poste hongroise a « timbrifié » par trois fois au moins le « major galopant ».